

Trois scénarios pour l'avenir du WEF

INCERTITUDE Désormais privé de son président exécutif, le Forum économique mondial traverse une crise sans précédent. Alors que sa gouvernance doit être revue et que son orientation est remise en question, trois options se dessinent pour son futur

ALINE BASSIN

En 2024, une enquête du *Wall Street Journal* pointait de graves problèmes de gouvernance au sein de la maison WEF. Le prologue d'un drame institutionnel qui allait se jouer dès 2025 avec pour premier acte le retrait forcé de Klaus Schwab. Un départ rapidement suivi de celui de Peter Brabeck, son successeur *ad interim* à la présidence du conseil de la fondation qui organise chaque année à Davos la réunion annuelle du Forum économique mondial.

Si la démission de l'ancien patron de Nestlé était inattendue, l'annonce ce jeudi de celle du président exécutif du WEF, Børge Brende, n'a guère surpris. L'ancien ministre des Affaires étrangères norvégien fait partie des personnalités éclaboussées par l'affaire Epstein. Il a entretenu entre 2018 et 2019 une correspondance nourrie avec le financier et pédophile américain qui n'en finit plus, six ans après son décès en prison, de faire trembler le gotha économique et politique mondial.

«Pour survivre, le WEF doit rester au-dessus de la mêlée, s'occuper de thèmes peu populaires mais essentiels»

RAYMOND LORETAN, PRÉSIDENT DU CLUB DIPLOMATIQUE DE GENÈVE

«En fait, décrypte Raymond Loretan, président du club diplomatique de Genève, le WEF traverse somme toute une crise assez classique, celle d'une suc-

cession mal gérée.» Après avoir en quelque sorte «tué le père», l'organisation basée à Cologne (GE) doit renouveler ses organes dirigeants mais aussi convaincre de sa raison d'être dans un monde en plein bouleversement. Alors que la liste des papables pour reprendre les rênes de l'événement va inmanquablement commencer à être dressée, trois scénarios peuvent être esquissés pour son avenir qui concerne la Suisse au plus haut point.

■ Une «américanisation»

Après le départ de Klaus Schwab, les organisateurs de l'édition 2026 étaient attendus au tournant. L'organisation a pu compter sur le carnet d'adresses de Larry Fink, alors coprésident *ad interim* avec le Suisse André Hoffmann du conseil de fondation du WEF. Elle a fait plus que relever le défi en termes de visibilité. Invité vedette de l'événement, Donald Trump a assuré le show et attiré les caméras du monde entier. Rappelons qu'il affirmait alors vouloir annexer le Groenland.

Le revers de la médaille, c'est que le président républicain et son entourage ont pris en otage un événement placé sous le signe du dialogue. Un sentiment alimenté par l'omniprésence de Larry Fink. Une forme d'américanisation du WEF n'est dès lors «pas un scénario à exclure», pour James Breiding. L'auteur d'essais américain établi en Suisse est un habitué du Forum économique. Il s'est fendu début janvier d'une tribune dans *Le Temps* pour appeler le WEF à un retour aux sources.

La crainte d'une emprise états-unienne sur un rendez-vous qui se veut une plateforme d'échange et de débat est renforcée par le fait que Larry Fink et André Hoffmann ne semblent pas pressés de passer le relais. Sur le site internet du



Le WEF, avec son fameux «esprit de Davos», doit maintenant convaincre de sa raison d'être. (DAVOS, 21 JANVIER 2026/IMAGO)

WEF, mis à jour jeudi, la mention *ad interim* a en effet été retirée. La présence de l'héritier de la famille Roche, fervent défenseur d'une économie durable, rassure en tout cas Raymond Loretan, qui voit en lui l'un des «deux gardiens de l'héritage du WEF». «Même s'il semblait être moins visible à Davos, c'est un poids lourd très fidèle aux valeurs suisses», observe l'ancien ambassadeur en ajoutant qu'un autre Helvète, «Alois Zwingli [nommé jeudi président exécutif *ad interim*, ndlr] n'est pas à sous-estimer non plus». Agé de 63 ans, celui qui a été ces dernières années directeur opérationnel peut tout à fait assurer la transition pendant «deux ou trois ans», le temps de trouver la perle rare pour remplacer Børge Brende.

Reste une question brûlante: à quel point André Hoffmann

peut-il faire entendre sa voix face au très puissant Larry Fink, qui a créé le numéro un mondial de la gestion d'actifs? Sollicité pour cet article, l'économiste suisse ne souhaite pas pour l'heure s'exprimer sur l'avenir du WEF.

■ Le retour aux fondamentaux

Au sein de la fondation, André Hoffmann est en tout cas celui qui incarne à l'heure actuelle le fameux – et un brin fantasmé – «esprit de Davos» ou le «capitalisme responsable» prôné par Klaus Schwab. Le WEF qui reste un rendez-vous d'affaires et une juteuse machine à cash peut-il se réinventer en ce sens? L'organisation doit urgemment «restaurer la confiance» et porter une véritable vision à long terme, devenir une réelle courroie de transmission entre entreprises,

gouvernements et ONG, argue James Breiding. Sauf que ce défi paraît en l'état très difficile à relever pour le Forum économique car il nécessite un leadership fort et la remise en question du modèle actuel de la fondation à but non lucratif. Pourquoi, propose-t-il, ne pas par exemple sélectionner les participants en fonction de leur comportement exemplaire plutôt que sur la base d'un système payant?

«Pour survivre, le WEF doit rester au-dessus de la mêlée, s'occuper de thèmes peut-être peu populaires mais essentiels, comme la durabilité», estime Raymond Loretan, qui trouve qu'indépendamment de la présence de Donald Trump, l'édition 2026 a été un succès. Le discours du premier ministre canadien, Mark Carney, a ainsi aussi marqué l'événement:

«Les puissances moyennes doivent agir ensemble, parce que lorsqu'on est absents de la table, on figure au menu», a notamment martelé l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Alors que le centre de gravité de l'économie mondiale s'est déplacé dans la zone Asie-Pacifique, l'ADN suisse empreint d'humanisme et de libéralisme est-il encore légitime? «Une redistribution des cartes va inévitablement se produire et des centres de gouvernance globale vont se créer ailleurs, répond Raymond Loretan. Mais Genève [où siège le WEF, ndlr] doit exercer sa force fédératrice et devenir le «hub des hubs» dans cette reconfiguration». La désignation à une fonction clé d'un ressortissant d'un petit pays asiatique pourrait par exemple être une manière d'intégrer cette nouvelle réalité.

■ Un lent déclin, voire une disparition

Les spectaculaires effondrements au début de la décennie du Salon de l'auto de Genève et de la grand-messe horlogère Baselworld attestent qu'aucun événement n'est immortel. «Le syndrome Kodak [qui a raté le virage de la photo numérique, ndlr] n'est pas réservé aux technologies», note Raymond Loretan, qui juge toutefois une disparition ou même une délocalisation hors de Suisse du WEF très peu probable. Tout en rappelant toutefois que «rien n'est jamais acquis et qu'il faut en permanence se renouveler».

Pour James Breiding, un lent déclin du WEF n'est pas impossible mais il ne croit pas non plus à une fin brutale car «il y a beaucoup de gens prêts à payer pour ce type d'événements». Ce qui n'enlève rien à ses yeux à la nécessité de le réformer pour qu'il devienne une sorte de «ministère du long terme». ■